

# CONJONCTURE AGRICOLE

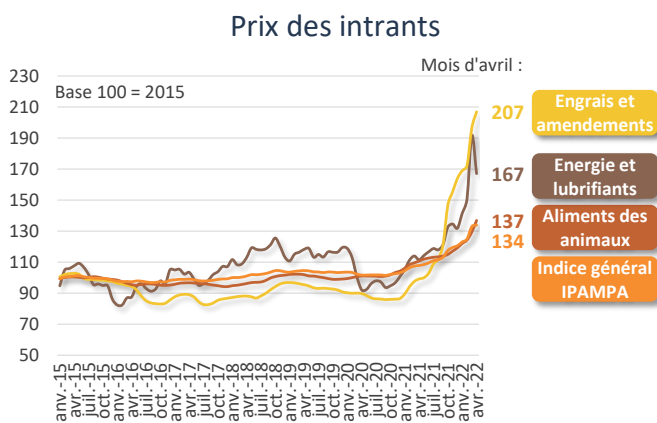
**Les prix suivent une tendance haussière sur les marchés, mais les agriculteurs font face à la flambée de leurs coûts de production avec l'envolée des prix des matières premières. Les prix de vente ne suffisent pas à couvrir les charges. Le pouvoir d'achat des consommateurs est perturbé par l'inflation alimentaire entraînant une consommation ralentie et un attrait vers les produits à moindre prix.**

La collecte régionale de lait de vache se stabilise dans un contexte de production mondiale en repli. En viande bovine, le prix est soutenu par une offre limitée et une demande dynamique des exportations. La filière volaille a été lourdement impactée par l'épidémie d'influenza aviaire. Sur le marché du porc, la faiblesse de l'offre dans l'Union européenne n'engendre pas de hausse de prix tant la demande en viande reste insuffisante. La collecte régionale de lait de chèvre poursuit sa progression. Le niveau des prix des agneaux reste élevé pour la période.

Les prévisions de production de grandes cultures pourraient tendre vers un marché mieux équilibré. La récolte viticole est en repli, conséquence du gel du printemps 2021. Le printemps est mitigé pour les filières horticole et pépinière. La consommation de légumes est peu dynamique. La production ligérienne de pommes de table progresse.



## INTRANTS : 18 MOIS DE HAUSSES CONSECUTIVES



an), tout comme celles des engrais phosphatés (-26,0 %) et potassiques (-24,0 %).

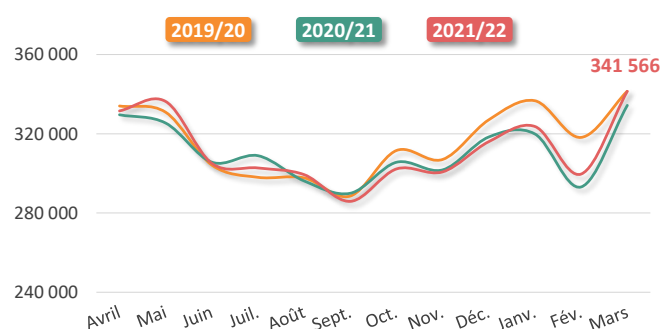
Le prix des aliments pour animaux a progressé de 18 % en moyenne glissante sur quatre mois (dont tourteau de soja : +19 % ; céréales : +25 %). Au niveau des fabrications, les incorporations de tourteaux de colza sont en

forte hausse par rapport à février 2021 (+87,1 %), en lien avec les tensions sur le marché du tournesol. Les incorporations de tourteaux de soja augmentent aussi, mais dans une moindre mesure (+11,8 % sur un an). Et la production d'aliments composés se replie de 1,9 % sur le premier trimestre 2022 comparé à 2021.



## LAIT DE VACHE : COLLECTE REGIONALE STABLE SUR LA CAMPAGNE 2021/2022

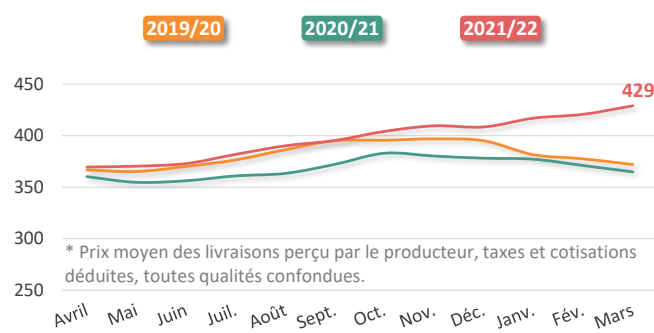
Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Sources : Agreste et FranceAgriMer

Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Sources : Agreste et FranceAgriMer

En cumul sur la campagne 2021/22, la collecte laitière régionale s'est globalement maintenue : +0,4 %, car le repli du lait conventionnel (-0,6 %) a été compensé par la progression de 15 % des livraisons de lait biologique.

La collecte nationale et celle des autres régions tend par contre à se réduire sur les derniers mois, avec une accentuation en avril. Le lait biologique connaît une progression ralentie (+3 % en mars 2022 comparé à 2021) et un fort taux de déclassement vers la filière conventionnelle.

Au sein de l'Union européenne, la flambée du prix des charges a conduit à un repli de la collecte en mars (-1 % sur un an). Ce repli touche tous les pays, y compris l'Irlande, jusqu'ici préservée.

A l'échelle mondiale enfin, la production se réduit chez tous les grands pays exportateurs (-1,1 % en cumul sur les trois derniers mois), hormis en Amérique du sud. En cause : la flambée du prix des intrants et une météo

adverse (sècheresse dans l'ouest des États-Unis, et en Europe du Nord).

En Pays de La Loire, le prix moyen payé au producteur, toutes qualités confondues, et pour l'ensemble du lait (conventionnel et biologique), s'établit à 429 euros/1 000 litres en mars 2022 (source : FranceAgriMer).

Il dépasse de 65 euros son niveau de mars 2021 (+18 %). Cette hausse est notamment permise par la flambée des prix du beurre et de la poudre maigre, qui résulte de la baisse des volumes produits dans l'hémisphère nord, au profit des fromages.

En cumul sur la campagne, le prix moyen du lait conventionnel a progressé de 7,6 %, alors que le prix du lait biologique, confronté au recul de la demande, s'est tout juste maintenu.

Selon les indicateurs de marge de l'Idele, la progression du prix du lait ainsi que celle du prix des réformes laitières, ont permis de compenser l'envolée du prix des charges en fin de

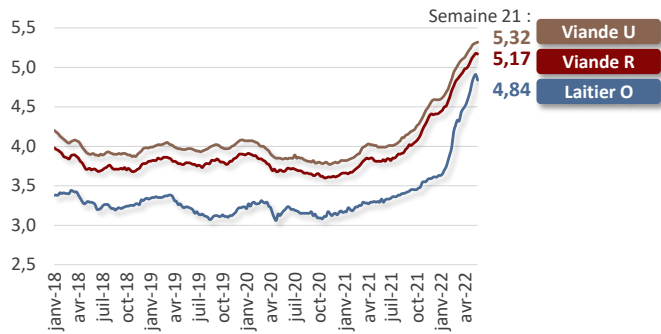
campagne, mais les situations sont très contrastées entre transformateurs. Pour les mois à venir, le contexte inflationniste ainsi que

la sécheresse pourraient impacter les volumes collectés.



**VIANDE BOVINE : L'OFFRE TOUJOURS LIMITEE SOUTIENT LES COURS**

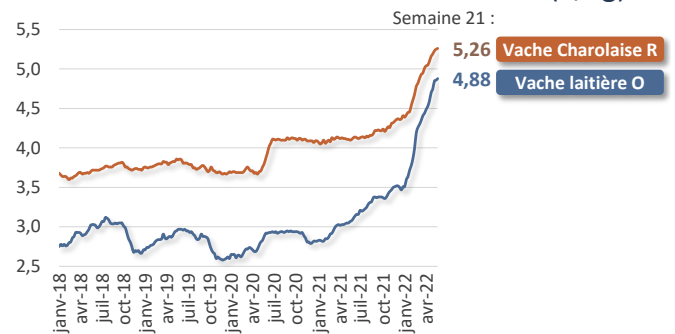
Cotations régionales des jeunes bovins  
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Cotations régionales des vaches  
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Les disponibilités manquent toujours en France et en Europe pour répondre à la demande, tant en animaux maigres que finis. En France, les abattages de bovins ont diminué de 7,7 % sur les deux premiers mois de l'année comparés à 2021. De ce fait, les cours se maintiennent à des niveaux élevés, qui ne permettent toutefois pas de couvrir la flambée des charges. Les opérateurs ont du mal à faire passer des augmentations de prix à la consommation, compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Hormis en vaches allaitantes, dont la décapitalisation s'accélère, l'offre de gros bovins finis connaît un recul marqué. En jeunes bovins, les abattages restent inférieurs à leur niveau de 2021, malgré une reprise récente qui fait suite à une période de rétention en début d'année. Les poids sont par ailleurs en tendance baissière, car la demande des acheteurs est pressante et entraîne des sorties plus précoces.

Les besoins élevés à l'export, en particulier vers l'Allemagne, dopent les cours. La cotation du jeune bovin R atteint ainsi 5,17 euros/kg en semaine 21 (+36 % sur un an). En vache allaitante, la cotation de la vache charolaise R s'établit à 5,26 euros/kg sur la même semaine (+28 % sur un an). Quant aux vaches laitières O, elles connaissent une hausse de prix

particulièrement marquée : +58 % sur un an (4,88 euros/kg en semaine 21). En cause, la forte demande de viande hachée et la baisse des réformes laitières.

Sur le marché des broutards, les disponibilités manquent également par suite du recul du cheptel allaitant. Les ventes françaises à l'export ont diminué de 10 % sur les quatre premiers mois de l'année, comparés à 2021. La demande ferme a conduit à des niveaux de prix élevés : le Charolais U de 350 kg s'est vendu 3,44 euros/kg vif en semaine 19 (+30 %/2021).

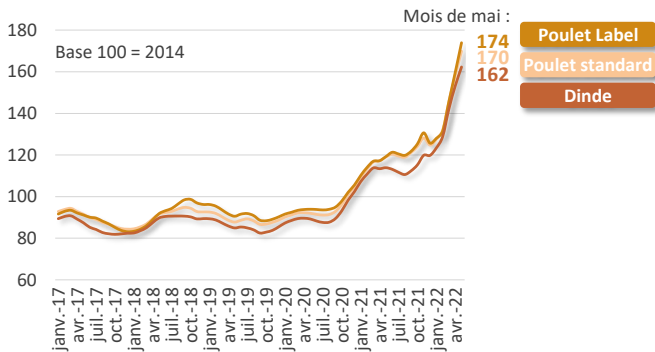
Alors qu'elle connaît habituellement une baisse saisonnière au printemps, la cotation du veau de boucherie a poursuivi sa progression en mars et avril 2022. Le veau rosé clair O a coté 6,81 euros/kg en semaine 21 (+25 %/2021). En parallèle, les coûts de production n'ont pas cessé d'augmenter depuis début 2021 (gaz, aliment lacté et plus récemment aliment fibreux).

Les veaux nourrissons connaissent quant à eux une baisse de leurs exportations depuis mi-avril, par suite du recul des naissances laitières et des achats espagnols. La cotation du veau mâle de type lait de 45-50 kg se situe à 90 euros/tête en semaine 19, en hausse de 50 % par rapport à 2021.



## VOLAILLE DE CHAIR : UNE FILIERE LIGERIEENNE LOURDEMENT TOUCHÉE PAR L'INFLUENZA AVIAIRE

### Coût des matières premières de l'aliment volaille



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAVI

Le début de l'année 2022 a été marqué par une hausse généralisée des cours des matières premières, progression qui avait débuté en août 2020. La guerre en Ukraine a renchéri les cours. L'Ukraine est aussi un exportateur de viande de volaille. La moitié de sa production est exportée dont un quart vers l'Union européenne. Les échanges sont aujourd'hui très perturbés. Egalement, la filière avicole européenne est touchée depuis 2021 par des épisodes d'influenza aviaire (IA) particulièrement virulents en Italie, Hongrie et en France. Le niveau de production européen se trouve très impacté notamment en dinde et canard.

La France a été très touchée par l'épidémie d'IA qui a démarré fin 2021. Début mai, environ

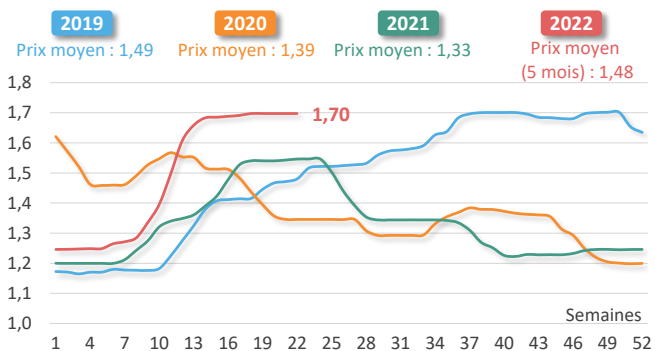
16 millions d'animaux ont été abattus dont près de 11 millions en Pays de la Loire et Bretagne. Depuis le 17 mai 2022, aucun nouveau foyer en élevage n'a été détecté. Au 7 juin 2022, la France compte 1 378 foyers en élevage, 55 cas en faune sauvage et 35 cas en basse-cours. 534 foyers en élevage sont recensés en Vendée, département le plus touché, 179 en Maine-et-Loire, 94 en Loire-Atlantique. Les Pays de la Loire sont une grande région d'accoupage et de sélection. Tout le cycle de production est touché. Les remises en place ont commencé fin mai dans la région avec le risque que certains éleveurs ne remettent pas en production.

Dans ce contexte de recul d'offre de volailles en France, la consommation de volailles reste soutenue, notamment en restauration rapide où le poulet est largement consommé. Une progression des importations est attendue. Face à l'inflation alimentaire, des arbitrages des consommateurs se font sur des produits plus basiques et premiers prix. L'impact de l'IA sera significatif sur les productions à cycle long (canard, pintade, dinde), sur la sélection, la multiplication, l'accoupage. Les tendances passées de progression du poulet aux dépens des autres espèces risquent de s'accélérer.



## VIANDE PORCINE : DES COURS STABLES DANS UN CONTEXTE DE FAIBLE DEMANDE

### Cotations du porc cadran breton (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : IFIP d'après MPB

Depuis début mai, le cours du porc est stable en France à 1,70 euro/kg. Pourtant, l'offre porcine est en recul dans l'Union européenne, avec notamment un repli massif dans les pays du Nord (-10 % en Allemagne sur le premier trimestre 2022 ainsi qu'en Pologne). En France, la baisse est de 0,6 %. Seule l'Espagne poursuit sa croissance (+3,6 %). La faiblesse de l'offre dans l'Union européenne n'engendre pas de hausse de prix tant la demande en viande reste insuffisante. En effet, le commerce à l'export est en net recul. Sur le premier trimestre 2022, les

exportations de l'Union européenne ont chuté de 28,7 %, avec un repli de 63 % vers la Chine. Le marché européen se trouve ainsi en surplus de viande. Egalement, la consommation de porc en France et dans l'Union européenne est peu dynamique. On observe une forte diminution des achats des ménages français en viande. Sur le premier trimestre, les achats en porc frais ont reculé de 7,6 % et le jambon de 3,4 %. Les marques nationales sont pénalisées avec un report vers les premiers prix. La forte inflation alimentaire contraint la consommation.

En parallèle, les éleveurs de porc subissent une envolée de leur coût de production avec la flambée des prix des matières premières. Actuellement, le prix moyen de l'aliment porcin s'élève à 390 euros/tonne. Les prix de vente ne

suffisent pas à couvrir les charges fragilisant les élevages.

La filière porcine française est en alerte. La menace de fièvre porcine africaine (FPA) s'intensifie avec un foyer confirmé le 25 mai en Allemagne à 6 km de la frontière française. La surveillance en élevage et sur les populations de sangliers est renforcée.

L'offre porcine dans l'Union européenne devrait baisser de 2 % en 2022 selon l'USDA, ce qui devrait soutenir les cours mais une reprise de la demande est nécessaire pour que les cours repartent à la hausse. Face à cette situation, seule une revalorisation des prix permettra de limiter les conséquences dramatiques sur la filière.



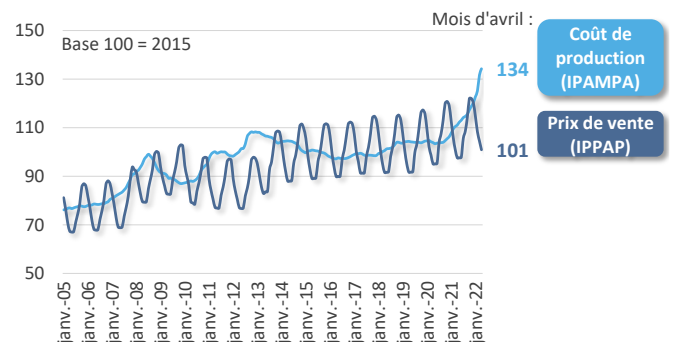
## LAIT DE CHEVRE : LA COLLECTE PROGRESSE DANS UN CONTEXTE DE HAUSSE DES CHARGES

Au premier trimestre 2022, la collecte en lait de chèvre des Pays de la Loire poursuit sa progression : +2 % comparé au premier trimestre 2021, hausse équivalente au niveau national. Les fourrages en quantité et qualité de l'automne ont favorisé cette augmentation. Les importations ont progressé de 5 % sur ce premier trimestre, après trois années de repli. En 2021, elles ne représentaient plus que 8 % de l'approvisionnement des laiteries, très en deçà des 15 à 20 % des années 2015-18. En continuité de 2021, les exportations ont été très dynamiques, en hausse de 50 %.

Les fabrications totales de fromages de chèvre sont stables sur ce début d'année, avec un recul en buchettes, en fromages biologique (-1,3 % pour le fromage frais et -3,5 % pour les autres fromages de chèvre biologique) et des hausses pour le fromage à la coupe. Le lait de chèvre n'est pas épargné par la moindre attractivité d'achat de produits biologiques observée en France depuis 2021. La baisse des fabrications est forte pour les produits ultra frais (-4,3 % sur le premier trimestre) et le lait conditionné (-10,9 %). Au premier trimestre 2022, les achats de fromages de chèvre et autres produits

caprins par les ménages ont été pour la plupart en repli par rapport aux hauts niveaux de 2021. Dans ce contexte d'inflation alimentaire, les Français opèrent un arbitrage dans leurs dépenses d'alimentation.

Evolution indicielle du prix de vente du lait de chèvre et du coût de production en lait de chèvre



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Sources : IDELE et INSEE

Les prix en élevage ont augmenté. Toutefois, les charges s'envolent depuis le second semestre 2020, sous l'effet de la hausse du prix de l'aliment acheté et de l'énergie. La hausse des coûts de production a été accentuée avec la guerre en Ukraine. Les marges se dégradent dans les exploitations.

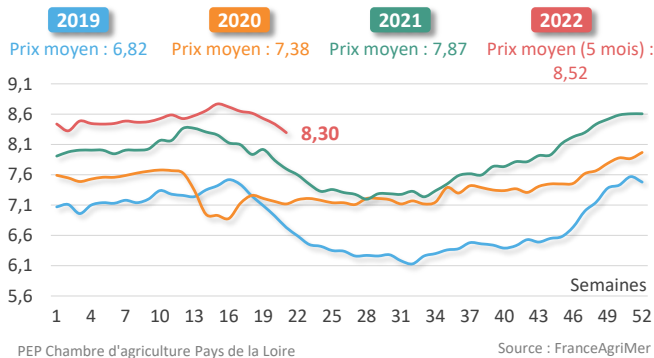
Dans ce contexte de hausse généralisée des charges et d'inflation alimentaire, il ne faut pas oublier l'enjeu de renouvellement dans la filière

caprine qui peut se trouver en compétition avec les grandes cultures, plus attractives.



## VIANDE OVINE : COURS DE L'AGNEAU ELEVE APRES LES FETES DE PAQUES

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

Le cours de l'agneau reste à un niveau record pour la période (8,30 euros/kg en classe U en semaine 21) malgré les fêtes de Pâques et du Ramadan passées. Ce niveau de prix est plutôt bienvenu pour les éleveurs qui sont confrontés à la hausse du coût des intrants. Le marché fait face à une demande limitée et une baisse de la consommation, les ménages étant prudents dans leurs achats de viande face à l'inflation.

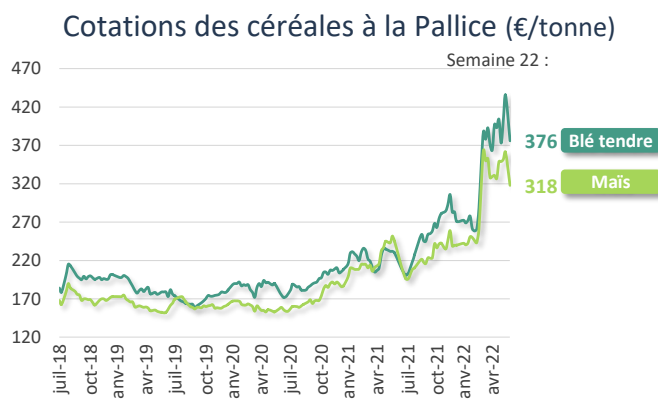
En avril 2022, les abattages d'agneaux augmentent de 29,8 % par rapport à l'année dernière. Cela peut s'expliquer par le décalage de deux semaines des fêtes pascales (le 4 avril 2021 contre le 18 avril 2022). Sur les quatre premiers mois de l'année, les abattages d'ovins ont reculé de 1 % en têtes mais ont progressé de 0,2 % en tonnages par rapport à 2021. Selon Agreste, sur le premier trimestre 2022, les importations de viande ovine destinée au marché français progressent de 8 % par rapport à 2021, seuls les achats en provenance de l'Espagne reculent.

Les abattages chez les principaux producteurs européens se redynamisent favorisant la hausse des exportations de viande ovine. Les confinements successifs en Chine provoquent un ralentissement des échanges avec la Nouvelle-Zélande qui privilégie par voie de conséquence ses exportations vers l'Union européenne.



## GRANDES CULTURES : DETENTE SUR LES PRIX, QUI RESTENT NEANMOINS TRES ELEVES

**Céréales : une demande pour l'alimentation animale annoncée en baisse**



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le cours du blé tendre a atteint un sommet à 437 euros/tonne le 16 mai, soit une progression de 75 % depuis le début de la campagne où il se situait à 250 euros/tonne. Depuis ce point haut, une détente est perceptible (prix de 376 euros/tonne en semaine 22) tout comme en maïs. Selon le cabinet d'analyse Stratégie Grains, cette évolution s'expliquerait par le comportement des fonds financiers, qui craignent une baisse de la demande, en particulier pour l'alimentation animale dans les pays émergents. Par ailleurs, de bonnes moissons de blé sont annoncées en Russie, Argentine et Australie, ce qui pourrait conduire à un équilibre du marché malgré

les baisses en Ukraine, Etats-Unis et Union européenne.

A plus court terme, l'enjeu est la sortie des 20 millions de tonnes de céréales encore stockées en Ukraine (corridor terrestre via la Pologne, et négociations avec la Russie pour accéder au port d'Odessa).

En maïs, l'USDA table sur une baisse de la production mondiale de 2 % en 2022, qui affecterait les Etats-Unis et l'Argentine ainsi que l'Ukraine. Quant à l'orge, elle voit ses cours fléchir par suite de l'impact de la grippe aviaire sur la demande, avec en parallèle une perspective de production en hausse en Espagne, gros producteur européen.

En France, les surfaces en céréales seraient en repli de 2,4 % par rapport à 2021 selon les premières estimations Agreste. Le maïs grain perd du terrain (-5,9 %) au profit des oléagineux. La même tendance est observée en Pays de la Loire.

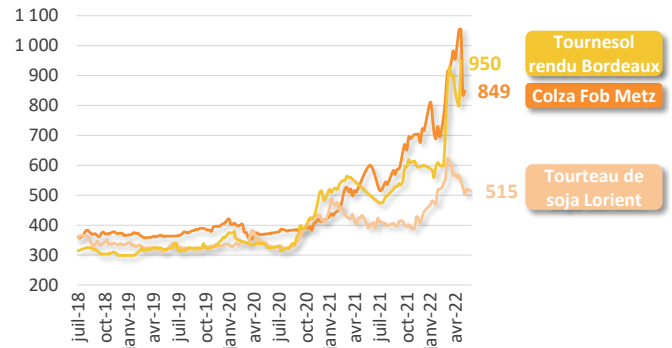
**Oléagineux : demande chinoise d'huile en repli**

Avec les restrictions de circulation en Chine, consécutives à la stratégie « zéro Covid », la consommation chinoise d'huile (premier importateur mondial) s'annonce en baisse, ce qui devrait réduire les tensions sur les graines de soja.

Le marché du colza se détend déjà, avec la perspective d'augmentation de la production européenne (+7 %/2021 selon Stratégie Grains)

et la demande baissière en biocarburant (moins de véhicules diesel, et priorité donnée à l'alimentation). Une bonne récolte européenne est également attendue en tournesol (+5 %).

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

A l'échelle mondiale, l'USDA prévoit une production d'oléagineux en hausse de 8 % sur la campagne 2022/23, du fait de la croissance de la production de soja en Amérique du sud et aux Etats-Unis, et de celle de colza au Canada et dans l'Union européenne, ce qui compenserait les pertes de production de graines de tournesol en Ukraine et en Russie (indépendamment d'évènements climatiques imprévisibles).

En France, au vu des données recueillies fin avril, Agreste estime que les surfaces de colza vont augmenter de 18 % sur un an, celles de tournesol de 8,5 % et celles de soja de près de 4 %. Sur la région, les surfaces en oléagineux sont annoncées en hausse de 30 % (+46 % en tournesol et +24 % en colza, qui avait connu un repli au cours des deux dernières années).



**VITICULTURE : CONFIRMATION DE LA BAISSÉ SENSIBLE DE LA RECOLTE 2021**

Le recul de la récolte 2021 a été confirmé par Interloire au cours du printemps. Dans le Vignoble nantais, la baisse s'élève en moyenne à 60 % par rapport à 2020. En Anjou-Saumur, le recul est moindre, de l'ordre de 20 % en moyenne. Le gel a de nouveau sévi en avril dernier, mais il semble que les pertes seraient moins conséquentes qu'en 2021, notamment en raison d'un stade végétatif globalement moins avancé lors de la survenue des épisodes de gel.

A noter également l'impact du violent épisode de grêle qui a ravagé localement le vignoble dans le sud de l'Anjou-Saumur pendant le week-end de la Pentecôte.

Selon Interloire, les sorties de chais se sont stabilisées en Muscadet après avoir connu une forte croissance en début de campagne. En cumul sur les neuf premiers mois de la campagne 2021/22, plus de 200 000 hectolitres

de Muscadet (toutes appellations confondues) sont sortis des chais, volume équivalent à la campagne 2020/21 sur la même période, mais en hausse de 3 % par rapport à la campagne 2019/20. En Anjou-Saumur, les volumes reculent sur les neuf premiers mois de la campagne en vins rosés (Cabernet d'Anjou et Rosé d'Anjou) et vins à bulles (Crémant de Loire, Saumur Fines Bulles). A noter que le Rosé de Loire est stable, tout comme le Coteaux du Layon. En vins rouges, le Saumur Champigny, l'Anjou rouge et le Saumur rouge connaissent une hausse, mais dans des proportions variables.

Les exportations de Muscadet ont connu une progression de l'ordre de 10 % en volume en 2021. La valorisation s'améliore également. Le Royaume-Uni reste le premier pays importateur de Muscadet. Les Etats-Unis et la Belgique occupent respectivement le deuxième et le troisième rang des importateurs de Muscadet. Les vins Anjou-Saumur ont également dans l'ensemble, connu une bonne année 2021 à l'export. Le Crémant de Loire a battu son record, le Saumur Fines Bulles s'est également bien comporté, tout comme le Cabernet d'Anjou.



## **HORTICULTURE ET PEPINIERE : UN PRINTEMPS MITIGE**

Le printemps 2022 s'est avéré globalement plus compliqué dans le secteur de l'horticulture pépinière que les années précédentes. Il faut toutefois apporter une distinction selon les circuits de commercialisation. Dans le réseau des paysagistes et des collectivités locales, le marché s'est plutôt bien comporté avec même des manques sur certains végétaux. Des pépiniéristes ont dû entamer leurs stocks pour répondre à la forte demande en 2019, 2020 et 2021. Par contre, sur le marché de la distribution (jardineries, grandes surfaces alimentaires), le printemps a été plus difficile. Pour les pépiniéristes, de gros achats ont été réalisés en début de saison puis le commerce a été très ralenti. En horticulture, la saison a eu des difficultés à démarrer. Beaucoup de plantes restent encore en serres. Tous les segments de production horticole ont été touchés y compris les plants potagers, habituellement convoités. On peut mettre en avant un pouvoir d'achat en

berne et des arbitrages sur la consommation, une météo pas toujours clémente avec risque de gel, la sécheresse avec les restrictions d'arrosage.

Le végétal est désormais ancré dans le cadre de vie des gens. C'est une tendance de fond même si avec la levée des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, les voyages ou autres activités sont repartis à la hausse laissant moins de temps au jardinage. Comme pour les autres productions, la filière horticole doit faire face à des hausses de prix des intrants, des difficultés d'approvisionnement voire de manque d'approvisionnement sur l'inerte (poterie, conteneurs, tuteurs, etc.). Avec l'augmentation des prix de l'énergie, certaines cultures peuvent même être remises en cause. Recruter, fidéliser son personnel reste toujours très compliqué dans ce secteur.



## **LEGUMES : AMBIANCE MOROSE**

Selon FranceAgriMer, l'ambiance est restée morose sur le marché des productions légumières au cours du mois de mai en raison d'une consommation peu dynamique et d'une offre un peu supérieure, stimulée par des conditions météorologiques favorables (ensoleillement et températures).

Sur certains marchés comme l'asperge, l'écoulement des volumes est rendu plus difficile en raison de la concurrence interrégionale et/ou celle des produits importés. Enfin, l'inflation impacte le pouvoir d'achat des consommateurs et peut les inciter à des arbitrages (moins de consommation, produits



d'importations à moindres prix).

En tomate, le marché suit une tendance favorable avec des ventes dynamiques grâce à des disponibilités stables (voire insuffisantes) et une demande active soutenue par le temps estival. En asperge, la production, favorisée par des températures estivales, fait toujours face à une demande absente. Les prix sont proches du seuil de prix anormalement bas. En concombre,

le marché est équilibré, mais la concurrence nationale se fait ressentir. En salade, l'offre progresse et la demande, réservée, devient de plus en plus insuffisante pour absorber les volumes disponibles (même situation pour la courgette). En poireau, le marché bascule sur la campagne primeur après une fin de campagne du poireau automne hiver en situation de crise conjoncturelle.

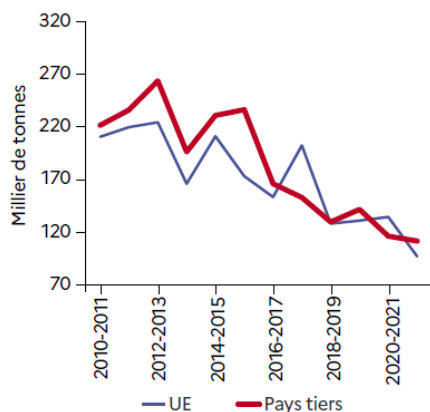


## POMME DE TABLE : LE SOLDE COMMERCIAL S'EST DEGRADE SUR LA CAMPAGNE 2021/2022

Malgré le gel printanier intervenu en avril 2021, la récolte française de pommes enregistre une légère progression de 3 % par rapport à 2020, année de faible récolte. La tendance est identique en Pays de la Loire. Mais la production française est confrontée à une récolte européenne abondante (notamment en Pologne et en Espagne) qui pèse sur les cours, dans un contexte de forte augmentation des coûts de production.

plusieurs années, et une progression des importations, notamment pour la production de compotes alors que les stocks français seraient suffisants pour répondre aux besoins. L'ANPP a d'ailleurs interpellé récemment les transformateurs pour qu'ils privilégient l'origine française dans leur approvisionnement.

Evolution des exportations\* françaises de pommes



\*Sur les six premiers mois de la campagne (août à janvier)

Source : DGDDI

Les échanges se sont dégradés sur la campagne 2021/22, avec une régression des exportations (-17 % sur un an), observées depuis déjà

Les prix, élevés en début de campagne (jusqu'en novembre 2021), se sont ensuite érodés. En cause : la hausse des importations et des stocks, la mise sur le marché de pommes de petit calibre (surtout en variété Gala), ainsi que la relative faiblesse de la demande. En mai, le cours des pommes Golden de catégorie 1, expédition Val de Loire, est inférieur de 8 % à son niveau de 2021. Début juin, l'indicateur de marché du RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) classe la pomme en « crise conjoncturelle », entraînant l'application de l'accord de modération des marges pour les enseignes signataires.

Dernier point d'inquiétude : le niveau élevé des coûts de production. Les intrants au verger, et les emballages en carton ont vu leur prix progresser dès 2021, tout comme le prix de l'énergie qui s'est envolé avec la guerre en Ukraine renchérissant fortement les coûts de stockage.



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

Avec  
la contribution  
financière du compte  
d'affectation spéciale  
développement  
agricole et rural  
CASDAR

  
**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

### Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	02 41 18 60 60	<a href="mailto:pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr">pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr</a>
Christine GOSCIANSKI	02 41 18 60 57	<a href="mailto:christine.goscianski@pl.chambagri.fr">christine.goscianski@pl.chambagri.fr</a>
Clémentine LIBEER	02 41 18 60 51	<a href="mailto:clementine.libeer@pl.chambagri.fr">clementine.libeer@pl.chambagri.fr</a>
Eliane MORET	02 43 67 37 09	<a href="mailto:eliane.moret@pl.chambagri.fr">eliane.moret@pl.chambagri.fr</a>